

## MÉTADONNÉES

**Intitulé exact :** *Richard Perry Loving, Mildred (Jeter) Loving v. Virginia*, 388 U.S. 1 (1967)

**Alias :** N/A

**Thème :** Droits civils

**Mots-clés :** Égalité raciale ; Quatorzième amendement ; clause d'égale protection ; clause de procédure légale régulière ; loi anti-métissage

---

## Résumé des faits :

L'État de Virginie interdit et criminalise les mariages et rapports sexuels entre personnes noires et personnes blanches au titre du *Racial Integrity Act* de 1924.

Un couple mixte quitte l'État pour se marier à Washington D.C. Après leur retour en Virginie, mari et femme sont poursuivis et condamnés pour ne pas avoir respecté cette interdiction.

Le couple fait appel de sa condamnation et conteste la constitutionnalité du *Racial Integrity Act*.

## Question(s) de droit :

Un État fédéré peut-il interdire et criminaliser les mariages et rapports sexuels entre personnes noires et personnes blanches ?

## Solution(s) :

À l'unanimité de ses membres, la Cour Suprême considère que le *Racial Integrity Act* porte atteinte au Quatorzième Amendement, à sa clause d'égale protection (*Equal protection of the laws*) et à sa clause de procédure légale régulière (*Due process*). Ce faisant, la Cour renverse sa décision *Pace v Alabama*, 106 U.S. 583 (1883), qui avait au contraire affirmé la constitutionnalité de ce type de loi anti-métissage.

## Principe(s) dégagé(s) :

Outre le fait d'avoir rendu inconstitutionnel l'ensemble des lois interdisant les mariages et relations sexuelles entre personnes blanches et noires, cette décision a aussi rejeté l'argument d'égale application (*equal application*) classiquement utilisé par les États pour défendre ce type de mesure discriminatoire, selon lequel la loi s'impose avec la même force aux personnes blanches comme noires et sanctionne également une personne blanche mariée avec une personne noire qu'une personne noire mariée avec une personne blanche.

\*\*\*



### Citation(s) importante(s) :

- Warren : « *Because we reject the notion that the mere “equal application” of a statute containing racial classifications is enough to remove the classifications from the Fourteenth Amendment's proscription of all invidious racial discriminations, we do not accept the State's contention that these statutes should be upheld if there is any possible basis for concluding that they serve a rational purpose* » [p. 8]<sup>1</sup>.
- Warren : « *The Equal Protection Clause requires the consideration of whether the classifications drawn by any statute constitute an arbitrary and invidious discrimination. The clear and central purpose of the Fourteenth Amendment was to eliminate all official state sources of invidious racial discrimination in the States. There can be no question but that Virginia's miscegenation statutes rest solely upon distinctions drawn according to race. The statutes proscribe generally accepted conduct if engaged in by members of different races. (...) At the very least, the Equal Protection Clause demands that racial classifications, especially suspect in criminal statutes, be subjected to the “most rigid scrutiny”, (...), and, if they are ever to be upheld, they must be shown to be necessary to the accomplishment of some permissible state objective, independent of the racial discrimination which it was the object of the Fourteenth Amendment to eliminate. (...) There is patently no legitimate overriding purpose independent of invidious racial discrimination which justifies this classification. The fact that Virginia prohibits only interracial marriages involving white persons demonstrates that the racial classifications must stand on their own justification, as measures designed to maintain White Supremacy* » [pp. 10-11]<sup>2</sup>.

### Postérité :

- Cette décision a rendu ineffective l'ensemble des législations anti-métissage encore en vigueur à l'époque dans seize États fédérés (du sud-est)
- Elle constitue aussi l'un des fondements de la décision *Obergefell v Hodges*, 576 U.S. 644 (2015) qui a constitutionnalisé le mariage entre personnes de même sexe

\*\*\*

### Références extérieures :

- [CHEMERINSKY, Erwin, « \*Loving v Virginia: a Triumph and a Failure of the Supreme Court\* », \*Virginia Journal of Social Policy & the Law\*, vol. 25, n° 3, 2018, pp. 259-268.](#)

---

<sup>1</sup> « Dans la mesure où nous rejetons l'idée que la seule 'égale application' d'une loi différenciant les communautés soit suffisante pour la soustraire à l'interdiction des discriminations raciales injustes du Quatorzième Amendement, nous n'acceptons pas l'argument de l'État selon lequel ces lois devraient être maintenues s'il est possible, pour quelque raison que ce soit, de considérer qu'elles poursuivent un objectif rationnel. »

<sup>2</sup> « La clause d'égalité de protection impose de considérer si la distinction faite par une loi constitue une discrimination arbitraire et injuste. Le Quatorzième Amendement poursuit l'objectif clair et essentiel d'éliminer toute pratique discriminatoire injuste au niveau fédéré. Il est évident que les lois anti-métissage de Virginie sont exclusivement basées sur une distinction fondée sur la couleur de peau. Ces lois interdisent des comportements ordinairement admis lorsqu'ils sont réalisés par des individus de couleur de peau différente. (...) La clause d'égalité de protection réclame, à tout le moins et en particulier en matière criminelle, que ce type de disposition soit soumis à un 'contrôle particulièrement strict', (...) et qu'il puisse être démontré que cette disposition est nécessaire à la réalisation d'un objectif légitime et qui dépasse la seule intention discriminatoire à laquelle le Quatorzième Amendement fait obstacle. (...) De manière évidente, il n'y a aucun objectif légitime dépassant la seule intention discriminatoire injuste pour justifier cette distinction. Le fait, pour la Virginie, de n'interdire que les mariages mixtes impliquant des personnes blanches démontre que la distinction sur le fondement de la couleur de peau ne repose que sur l'intention de maintenir une suprématie blanche. »



- [ROBERTS, Dorothy E., « \*Loving v Virginia\* as a Civil Rights Decision », \*New York Law School Law Review\*, vol. 59, 2015-2016, pp. 175-209.](#)
- [WALLENSTEIN, Peter, « Race, Marriage, and the Supreme Court from \*Pace v Alabama\* \(1883\) to \*Loving v Virginia\* \(1967\) », \*Journal of Supreme Court History\*, n° 2, 1998.](#)



© Chaire Droit public et politique comparés (copie, distribution et communication par tous moyens et sous tous formats, sous réserve de crédit et sans modification ; aucune utilisation commerciale autorisée)